



15.022

Immobilienbotschaft VBS 2015**Message sur l'immobilier du DDPS 2015***Zweitrat – Deuxième Conseil*

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 01.06.15 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 22.09.15 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

Fridez Pierre-Alain (S, JU), pour la commission: Le message sur l'immobilier du DDPS 2015 nous propose l'ouverture de crédits d'engagement pour un montant total de 467 millions de francs. Il s'agit d'un programme d'entretien des bâtiments. Cette somme se décompose en six projets principaux de plus de 10 millions de francs, pour un total d'environ 226 millions de francs, ainsi que d'un crédit-cadre de près de 229 millions de francs pour de nombreux objets jusqu'à 10 millions de francs. A cela s'ajoute un crédit additionnel de 12,33 millions de francs, destiné à des dépenses

AB 2015 N 1718 / BO 2015 N 1718

supplémentaires pour le centre logistique de l'armée du Monte Ceneri.

Quelques mots tout d'abord sur les objets principaux. Commençons par l'assainissement total de la caserne de la troupe I, sur la place d'armes de Thoune, l'une des très importantes places d'armes de notre pays, bien entendu vouée à perdurer dans le cadre du concept de stationnement de l'armée. Je précise à cette occasion que tous les investissements dont nous allons parler correspondent à des investissements réfléchis, qui répondent aux besoins futurs de l'armée. La caserne de Thoune a besoin d'un sérieux coup de neuf. Les bâtiments sont vétustes et nécessitent clairement des travaux pour accueillir dignement la troupe. Après son assainissement total, cette caserne pourra accueillir 880 lits. Ce bâtiment ancien dispose d'un cachet certain, et il est considéré comme le bâtiment le plus important parmi ceux classés à l'Inventaire des constructions militaires en Suisse. Les travaux prévus devront respecter les principes de protection des bâtiments. Il est également prévu d'atteindre le standard Minergie.

Le second projet d'importance est l'assainissement total de la caserne d'Isonne, au Tessin, et le remplacement de la halle polyvalente, pour un montant total de 55 millions de francs. Principal emplacement d'instruction des grenadiers, cette caserne et la halle polyvalente datent des années 1969/70 et ont besoin de sérieux travaux de remise aux normes. Le projet prévoit l'assainissement total de la caserne, le remplacement de la halle polyvalente, l'extension de la centrale de chauffage, l'assainissement de la place de sport, de même que la réfection du dernier tronçon de la route d'accès à la caserne, ainsi qu'une mise aux normes Minergie.

Ensuite, l'assainissement des surfaces d'exploitation de vol, pour l'essentiel, de l'aérodrome militaire d'Emmen, pour un montant de 17,6 millions de francs. Cet aérodrome est l'un des emplacements parmi les plus importants des Forces aériennes pour le commandement, l'entraînement et la maintenance industrielle des avions assumée par RUAG. Cet aérodrome est exploité toute l'année. Il est impératif pour un aérodrome, pour des questions de sécurité, de disposer de pistes en excellent état. Certaines surfaces d'exploitation affectées au service de vol datent des années 1940 et sont dans un piteux état.

Parmi les objets principaux du programme d'investissement 2015 du DDPS, on note encore 16,2 millions de francs pour la construction dans les Alpes d'un tronçon de téléphérique pour la station radar militaire. L'installation actuelle est désuète et la sécurité n'est plus garantie en cas de conditions météorologiques et de vent défavorables.

Il y a ensuite deux objets pour un total d'environ 65 millions de francs pour des travaux sur le réseau national de conduite. Il s'agit d'un réseau de télécommunications résistant aux crises et disponible en toutes situations. Le Conseil fédéral nous propose ensuite un crédit-cadre d'environ 229 millions de francs pour toute une série d'objets de moins de 10 millions de francs chacun. En voici quelques exemples: 3,4 millions de francs pour l'assainissement d'un bâtiment d'instruction à Thoune; 7 millions de francs pour l'adaptation de constructions pour les chiens de l'armée sur la place d'armes de Sand – cet objet a suscité quelques commentaires en raison de son coût élevé – il s'agit d'estimations, et le coût final devrait être plus bas; 3,4 millions de francs pour des





mesures d'assainissement des eaux et pour le chauffage à distance à la caserne de Bure; 5,1 millions de francs pour l'assainissement de la halle polyvalente de la caserne de Bülach; 5,1 millions de francs pour des mesures PGEE à la caserne de Payerne; etc.

Un crédit additionnel de 12,33 millions de francs est demandé pour les travaux réalisés au centre logistique de l'armée au Monte Ceneri. Il paraît que les coûts ont été partiellement sous-estimés. Les raisons en sont notamment un report des travaux et une évaluation du projet avec des exigences de protection et de sécurité plus élevées, un atelier supplémentaire et des places de travail pour former des apprentis. Un corapport de la Commission des finances nous a été transmis.

La commission nous propose, par 18 voix contre 6, de soutenir le projet du Conseil fédéral. Il est à noter qu'au sein de cette commission, une proposition visant à réduire de 100 millions de francs le crédit-cadre de 229 millions a été rejetée. La Commission de la politique de sécurité de notre conseil est entrée en matière sans opposition sur le projet du Conseil fédéral, et le projet a été accepté à l'unanimité. Une proposition individuelle Gysi a été déposée en vue de la discussion de ce jour. Elle demande de réduire de 100 millions de francs le crédit-cadre de 229 millions de francs pour les objets de moins de 10 millions. Cette proposition n'a pas pu être discutée en commission.

von Siebenthal Erich (V, BE), für die Kommission: Die Botschaft über die Immobilien des VBS für das Jahr 2015 enthält alle militärischen Baukredite. Sie umfasst insgesamt sechs Verpflichtungskredite, einen Rahmenkredit und einen Zusatzkredit. Gemäss Botschaft sind die Projekte für die Armee notwendig, unabhängig davon, wie die politischen Entscheide zur Weiterentwicklung der Armee ausfallen. Der Ständerat hat in der Sommersession die Vorlage mit 38 zu 0 Stimmen angenommen.

Die gesamte Immobilienbotschaft umfasst Verpflichtungskredite von 468 Millionen Franken. Die Kommission war sich einig, dass diese Investitionen gerechtfertigt und notwendig sind. Es wird wirklich nur das Notwendigste gemacht. Die Kommission war sich bewusst, dass eine gute Infrastruktur die Einsatzfähigkeit und Motivation erhöht.

Zu den Projekten: Für die Gesamtsanierung der Mannschaftskaserne I auf dem Waffenplatz Thun sind 71,94 Millionen Franken eingestellt. Diese Kaserne wurde im Jahre 1856 gebaut. Die letzte Sanierung erfolgte im Jahre 1964, also vor gut 50 Jahren. Im Bereich Haustechnik, aber auch im Energiebereich besteht ein grosser Sanierungsbedarf.

Zum Waffenplatz Isonne: Hier geht es um die Gesamtsanierung der Kaserne für 55 Millionen Franken. Isonne ist der Ausbildungsplatz der Grenadiere. Die Kaserne wurde 1970 gebaut und bis heute nie umfassend saniert. Sie ist auch fast fünfzigjährig. Die Hauptinvestitionen fallen bei der baufälligen Mehrzweckhalle und bei Massnahmen zur Reduktion des Energieverbrauchs an. Der Ausbildungs- und Waffenplatz für Grenadiere in Isonne hat sich bewährt.

Das Projekt "Härtung der Netzknoten, 2. Etappe" für 52,8 Millionen Franken ist ein Folgeprojekt. Es geht dabei um ein geschütztes Glasfaserkabel, das ein Bestandteil des Führungsnetzes Schweiz ist. Die Verbindungen werden unterirdisch gebaut, damit sie auch geschützt sind. Das ist eine wichtige Investition unter dem Stichwort "Cyberdefence".

Die Sanierung der Flugbetriebsflächen auf dem Flugplatz Emmen für 17,6 Millionen Franken ist ein weiteres Projekt. Die Flugfelder sind zum Teil noch auf dem Stand des Jahres 1940. Dazu soll eine Ringschliessung mit Strom erfolgen, damit bei Störungen die Versorgung sichergestellt bleibt. Der Standort Emmen ist wichtig, es arbeiten dort rund tausend Mitarbeiter der Ruag.

Für das Projekt "Neubau Seilbahn 2. Sektion" für eine Radarstation in einer Höhenanlage sind 16,215 Millionen Franken vorgesehen. Die erste Sektion ist 2002 erneuert worden. Die zivile Fliegerei profitiert auch von diesem Projekt. Die heutige Anlage ist veraltet, bei schlechtem Wetter kann sie kaum oder nicht benutzt werden.

Ein Kredit von 12,87 Millionen Franken für eine Höhenanlage betrifft die Sanierung, die Entflechtung und die Härtung des Netzknotens. Diese Höhenanlage wird zusammen mit Privaten betrieben, die sich auch an den Kosten beteiligen. Dieser Standort ist wichtig, damit die sichere Übertragung mit dem Führungsnetz Schweiz gewährleistet bleibt.

Das Armeelogistikcenter Monte Ceneri soll auch mit der Weiterentwicklung der Armee weiterbetrieben werden. Zugleich wird die Logistikinfrastruktur von Bellinzona auf den Monte Ceneri verlegt. Das ist ein wichtiges Bekenntnis zum Standort Tessin. Damit dies auch realisiert werden kann, braucht es diesen Kredit von 12,33 Millionen Franken.

Dazu gibt es Einzelvorhaben von bis zu 10 Millionen Franken im Gesamtwert von 228 Millionen. Auch diese



Investitionen sind sehr wichtig, damit die Immobilien einigermaßen brauchbar bleiben.

Die Kommission war sich einig, dass der Gesamtkredit gut begründet und demzufolge auch notwendig ist. Es gab einige Diskussionen im Zusammenhang mit den Bundesfinanzen, und es wurde gefordert, dass man vorsichtig sein solle. Was die Kommission auch sehr positiv wertete, ist, dass die Vorhaben über das ganze Land verteilt sind. Aus all diesen Gründen war es nicht überraschend – vielleicht doch –, dass die Kommission die Immobilienbotschaft einstimmig gutgeheissen hat.

Voruz Eric (S, VD): Le Conseil fédéral nous présente un crédit global de 467,61 millions de francs comprenant notamment l'assainissement des casernes des places d'armes de Thoune et d'Isone et de l'aérodrome militaire d'Emmen ainsi que la construction d'un nouveau téléphérique pour la station radar militaire.

Si le groupe socialiste vous propose d'accepter ce crédit global, comprenant le crédit additionnel de 12,33 millions de francs destiné à la transformation du Centre logistique de l'armée du Monte Ceneri dont il est question à l'article 4 de l'arrêté, c'est que ses membres sont conscients que l'armée a besoin des places d'armes existantes pour la troupe et qu'il s'agit surtout de disposer de bâtiments viables pour garantir des conditions de travail et de confort normales pour les soldats.

Qui dit crédits immobiliers dit aussi crédits mobiliers. Le tout doit être entretenu à intervalles réguliers, tout comme doivent l'être les immeubles abritant les autres départements et offices fédéraux. Tout pouvoir public dont le patrimoine est important doit, ou devrait, consacrer une somme annuelle non négligeable à son entretien. Ce principe est aussi valable pour la Confédération. Indépendamment des crédits d'armement, indépendamment du futur développement de l'armée, les crédits demandés nous paraissent justifiés car il s'agit tout simplement de garantir que les troupes disposent de bons outils de travail.

Une fois les crédits acceptés par le Parlement, la réalisation des projets immobiliers dure en moyenne de trois à sept ans. En effet, les travaux de réalisation et de transformation sont exécutés sans interrompre l'exploitation des bâtiments des places d'armes, ce qui veut dire qu'il est nécessaire de procéder par étapes. Même sur des chantiers d'une certaine taille, il n'est pas possible d'investir plus de 15 millions de francs par année en moyenne. On peut donc comprendre les raisons de cette politique, du fait que chaque année les crédits demandés le sont pour l'entretien immobilier de nouveaux projets qui n'ont rien à voir avec les crédits votés durant les années précédentes.

Le groupe socialiste, dans sa majorité, se prononcera en faveur des articles figurant dans l'arrêté fédéral sur l'immobilier du DDPS pour l'année 2015.

Gysi Barbara (S, SG): Ich kann im Rahmen dieser Eintretensdebatte auch einige Ausführungen zu finanziellen Aspekten und meinem Einzelantrag machen.

Wie Sie ja wissen, ist der Bundesrat daran, ein grosses Sparpaket zu schnüren. Wir müssen mit den Bundesfinanzen sorgsam umgehen. Mein Einzelantrag fordert, dass der Gesamtkredit um 100 Millionen Franken gekürzt wird, namentlich bei den Rahmenkrediten. Wie Sie von meinem Parteikollegen gehört haben, unterstützt die SP-Fraktion die konkreten Verpflichtungskredite zu den Projekten.

Ich spreche zu den Rahmenkrediten: Bei den Verpflichtungskrediten für Objekte über 10 Millionen Franken gibt es nach wie vor grosse Verzögerungen und auch nichtbenutzte Kredite. Bei den Rahmenkrediten – und darauf habe ich mein Augenmerk gelegt – läuft dies nicht viel anders. Die Detailzahlen zeigen, dass auch bei den Rahmenkrediten viele Ausgaben erst in den Folgejahren getätigt werden und es jährlich nichtbeanspruchte Kredite gibt. Die Kürzung um 100 Millionen Franken bei den Rahmenkrediten für Projekte unter 10 Millionen Franken ist gut umsetzbar, denn 128 Millionen Franken sind immer noch genügend für Rahmenkredite. Das sind kleinere Kredite für Vorhaben, die noch nicht ausgereift sind, und auch für Mieten.

Ich möchte darauf hinweisen, dass sich auch die Rahmenkredite bis 2010 immer in der Grössenordnung von 100 bis 120 Millionen Franken bewegt haben. Erst in den letzten paar Jahren sind massive Anstiege passiert. Zudem wird, wie gesagt, von den Rahmenkrediten nicht immer alles Geld benutzt. Vom Rahmenkredit 2013, der sich auf den Gesamtbetrag von 238 Millionen Franken belief, wurden bis Ende 2014 erst 26 Millionen ausgegeben, der grosse Rest wird später benutzt. Vom Rahmenkredit 2014, den wir letztes Jahr gesprochen haben, wurde bis Ende 2014 kein einziger Franken ausgegeben. Die Sicherheitspolitische Kommission hat eine Tabelle erhalten, die leider nur bis Ende 2013 über all die Ausgaben und über den Stand der Kredite Auskunft gibt. Die Zahlen des Jahres 2014 sind jedoch der Finanzkommission bekannt. Darum ist das in der Sicherheitspolitischen Kommission auch nicht so vertieft besprochen worden.

Ich bin klar der Meinung, dass es machbar ist, diese Rahmenkredite zu kürzen. Wenn nämlich der Kredit vom Vorjahr noch gar nicht angetastet worden ist, zeigt das eigentlich, dass dieses Geld nicht nötig ist. Sicherlich mag es Kreditverzögerungen geben, da Projekte geplant werden müssen. Da es sich aber um kleinere Projekte



handelt, kann es nicht sein, dass auch hier über Jahre Projekte und Kredite aufgeschoben werden. Sie wissen auch, dass wir im Immobilienbereich des VBS immer wieder Negativschlagzeilen haben, beispielsweise zum Thema Beschaffungswesen. Und jetzt gibt es einen Bericht der Eidgenössischen Finanzkontrolle zum Mietermodell, und dieser Bericht stellt fest, dass zum Beispiel keine Belegungszahlen vorliegen oder dass umfassende Zahlen fehlen. Gerade wenn es um Sanierungen geht, um Bauten, müssten diese Zahlen, finde ich, vorliegen. Ich glaube, auch das ist ein Hinweis darauf, dass diese Rahmenkredite gekürzt werden können, im Sinne von "Weniger ist manchmal mehr".

Romano Marco (CE, TI): Die CVP/EVP-Fraktion wird dieser Botschaft zustimmen und wird den Einzelantrag Gysi ablehnen.

Eine effiziente und leistungsfähige Armee braucht die notwendige Infrastruktur. In dieser Botschaft finden Sie mehrere infrastrukturelle Grundsteine der Weiterentwicklung der Armee. Moderne und betriebsfähige Kasernen, Logistikzentren, Waffenplätze, Kommunikationsnetze, Flugplätze dienen konkret zur Weiterentwicklung der Armee. Das Immobilienportfolio des VBS muss, ähnlich wie der Rest der Bundesbauten, instand gehalten werden. Lücken sind für die Zukunft gefährlich. Mit Bezug auf die Weiterentwicklung der Armee und das Stationierungskonzept muss dort investiert werden, wo die Armee künftig auch operativ sein wird. Man muss alles daransetzen, dass die Kredite effizient und zeitgemäss ausgeschöpft werden.

Die CVP/EVP-Fraktion will eine leistungsfähige Armee. Wir legen viel Wert darauf, dass das Immobilienportfolio des VBS die regionalen Notwendigkeiten und Gegebenheiten stark respektiert. Die Weiterentwicklung der Armee sieht eine Armee vor, die in allen Landesregionen stark verankert sein wird. Dies muss also auch für die Immobilien und die Investitionen in diesem Bereich gelten. Wir begrüßen also die gute Aufteilung der Investitionen auf alle Landesteile, wie man sie in dieser Botschaft findet.

Wie in der Kommission erwähnt, muss das VBS Rücksicht darauf nehmen, dass bei der Ausschreibung der Arbeiten lokale Firmen involviert werden. Die Ausschreibungen müssen KMU-freundlich gestaltet sein. Diese Botschaft ist regionalpolitisch ausgeglichen und finanzpolitisch tragbar. Die CVP/EVP-Fraktion unterstützt die Vorlage vollumfänglich.

Il gruppo PPD/PEV sostiene convinto il messaggio sugli immobili 2015 del Dipartimento federale della difesa, della protezione della popolazione e dello sport. Si tratta di investimenti nel parco immobiliare dell'esercito orientati alla manutenzione e al rinnovo delle strutture esistenti. Un

AB 2015 N 1720 / BO 2015 N 1720

esercito funzionante necessita di infrastrutture moderne e funzionali. Gli investimenti previsti si inseriscono nel quadro del progetto di ulteriore sviluppo dell'esercito e permettono di avere caserme, centri logistici, piazze d'armi, aerodromi e sistemi di comunicazione in grado di rispondere alle aspettative future.

Il futuro esercito sarà ancorato a livello regionale, fortemente federalista e vicino alle singole realtà locali, con una capacità di mobilitazione migliorata rispetto ad oggi. Per realizzare questo intento servono quindi le necessarie infrastrutture e questo messaggio ne tiene debitamente conto. Sono previsti importanti investimenti di rinnovo e nuove costruzioni in tutte le regioni del Paese. Ora è fondamentale che i lavori siano messi a concorso in maniera da permettere alle ditte locali di partecipare in maniera concorrenziale. Il PPD invita il DDPS a pubblicare bandi di concorso a misura delle piccole e medie imprese regionali; serve molta attenzione verso il territorio.

Questo messaggio ha infine una valenza particolare soprattutto per la Svizzera italiana. Sono infatti previsti e confermati in via definitiva 55 milioni di franchi per il risanamento totale della caserma e la ricostruzione della sala polivalente di Isole. Si mette a nuovo una struttura molto importante per il Ticino, ma anche per l'intera Svizzera poiché in questo luogo si forma e si istruisce l'élite delle nostre forze armate. In aggiunta sono contemplati anche 12,3 milioni di franchi per ultimare il nuovo centro logistico del Monte Ceneri, un tassello centrale del radicamento nel Ticino del nuovo modello di esercito. Oltre 67 milioni di franchi investiti nel 2015 direttamente in Ticino da parte dell'esercito – è un segnale tangibile di un esercito federalista, presente nel nostro cantone e capace di investire in tutte le regioni del nostro Paese.

In conclusione, rinnovando l'invito al dipartimento ad essere responsabile nei confronti del tessuto economico delle regioni del Paese, vi invito ad approvare il messaggio respingendo la proposta individuale Gysi.

Müller Walter (RL, SG): Ich äussere mich zum Führungsnetz Schweiz, der wohl längerfristig bedeutendsten Investition dieser Immobilienbotschaft.

Es ist absolut unbestritten, dass die Armee für die Erfüllung ihrer verfassungsmässigen Aufgabe und der daraus abgeleiteten Aufträge durch das eidgenössische Parlament krisenresistente Telekommunikationsnetze in allen Lagen redundant verfügbar haben muss. Das gilt im Besonderen auch für den Sicherheitsverbund



Schweiz mit allen Partnern, insbesondere den Kantonen. Somit ist das Mittragen und Mitfinanzieren auch klar angesprochen. Die FDP-Liberale Fraktion fordert diesbezüglich eine rasche, umfassende und abschliessende Diskussion mit den Kantonen in Bezug auf die notwendigen Entscheidungsgrundlagen.

Das Führungsnetz Schweiz war ursprünglich für die Armee vorgesehen. Zwei Etappen hat das Parlament bereits bewilligt und dazu eine Etappe für die Netzknotenverstärkung. Bei der Armee müssen wir mit Kosten für das Netz und die Netzknoten von insgesamt 700 Millionen Franken rechnen. Für die FDP-Liberale Fraktion ist es bei diesen hohen Investitionen absolut notwendig, dass das Führungsnetz Schweiz umfassend genutzt werden kann. Grundsätzlich haben die Kantone Ja zur Beteiligung gesagt. Nur genügt "grundsätzlich" nicht, wenn es dann um die Kosten bzw. den Kostenteiler geht. Nicht zuletzt aufgrund der laufenden und bereits angekündigten Sparprogramme muss die Frage der Beteiligung durch die Kantone und eventuelle weitere Partner rasch und definitiv geklärt werden.

Wir bitten den Bundesrat, soweit heute möglich, die künftige Entwicklung mit den zu erwartenden Kosten und den aktuellen Stand der Beteiligungen darzulegen. Dazu fordern wir vom Bundesrat, so rasch als möglich eine umfassende Übersicht zur gesamten Informations- und Kommunikationstechnik zu erstellen. Damit mit dem vom Bundesrat vorgesehenen etappenweisen Vorgehen Fehlinvestitionen vermieden werden können, müssen Ziel, Umfang, Beteiligte und Bedürfnisse rasch klar sein.

Die FDP-Liberale Fraktion wird die gesamte Vorlage unterstützen, fordert aber ein strenges Kostenmanagement und, wo immer möglich, die Realisierung von Kosteneinsparungen. Den Einzelantrag Gysi lehnen wir ab.

Die Vorlage wurde auch von der Finanzkommission intensiv geprüft und schlussendlich mit 18 zu 6 Stimmen klar befürwortet.

Fischer Roland (GL, LU): Die grünliberale Fraktion stimmt dem Immobilienprogramm 2015 und dem damit verbundenen Gesamtkredit in der Höhe von 455 Millionen Franken zu.

Die Grünliberalen sprechen sich für eine kleine, flexible, gut ausgebildete, vollständig und gut ausgerüstete Milizarmee aus, die rasch reagieren und unterschiedliche Aufgaben in höchster Qualität und Zuverlässigkeit erfüllen soll. Wir haben jedoch Anträge zu Beschaffungen nicht immer einfach kritiklos akzeptiert. Wir haben uns damals dem Gripen, dem neuen Kampfflugzeug, gegenüber sehr kritisch ausgesprochen und diese Beschaffung auch abgelehnt. Dies aber nicht zuletzt deshalb, weil wir der Überzeugung waren und immer noch der Überzeugung sind, dass im heutigen sicherheitspolitischen Umfeld andere Investitionsprojekte eine deutlich höhere Priorität erhalten sollten; ausserdem haben uns damals die strategischen Grundlagen gefehlt. Zu den Beschaffungsvorhaben, die eine deutlich höhere Priorität haben sollten, gehört aus unserer Sicht eben auch die Modernisierung des Immobilienportfolios des VBS; deswegen stimmen wir den vorliegenden Verpflichtungskrediten und Rahmenkrediten auch zu. Es handelt sich vornehmlich um Investitionen in die Basisinfrastruktur, beispielsweise zur Ausbildung, und da spreche ich insbesondere die Sanierung von Kasernen an, die auch in Zukunft benötigt werden, und die Weiterführung von wichtigen, bereits begonnenen Projekten, wie z. B. die Härtung von Netzknoten. Es sind auch einige weitere Projekte darunter, welche letztendlich die Weiterentwicklung der Armee nicht präjudizieren.

Lassen Sie mich einige Worte zum Antrag Gysi sagen. Diesen Antrag haben wir in der Sicherheitspolitischen Kommission nicht diskutiert. Er wurde in der Finanzkommission diskutiert. Frau Gysi beantragt, den Rahmenkredit für Projekte unter 10 Millionen Franken um 100 Millionen zu kürzen, nicht zuletzt deshalb, weil es offenbar immer wieder zu Verzögerungen kommt und die Rahmenkredite erst später ausgeschöpft werden.

Wir sind auch der Ansicht, dass mit den zur Verfügung stehenden Mitteln sehr sorgsam umgegangen werden soll und dass es im VBS, darauf haben wir auch immer wieder kritisch hingewiesen, keine Kreditreste geben soll. Aber darum geht es hier aus unserer Sicht gar nicht. Ein Rahmenkredit stellt immer ein Maximum dar, bis zu welchem der Bundesrat für ganz spezifische Zwecke Mittel verpflichten kann. Entscheidend für die konkreten Ausgaben sind nachher die Budgetkredite, also die Voranschlagskredite, über welche wir jedes Jahr entscheiden. Dort geht es dann vor allem darum, Kreditreste zu verhindern. Es ist klar, es sollen sicher nicht Rahmenkredite beschlossen werden, welche weit über das mögliche Mass hinausgehen. Aber man soll sie auch nicht allzu knapp bemessen. Denn es ist letztlich so, dass man Projekte erst dann in Angriff nehmen kann, wenn entsprechende Beschlüsse des Parlamentes vorliegen; erst dann kann man Verpflichtungen eingehen. Wenn wir diese Kürzung jetzt durchführen, würde das aus unserer Sicht letztlich nur dazu führen, dass weniger Projekte begonnen werden können und teilweise auch sinnvolle Projekte nicht begonnen werden können. Das wollen wir vor dem Hintergrund des heutigen Zustands des Immobilienportfolios des VBS aber nicht.

Ich bitte Sie deshalb, den Einzelantrag Gysi abzulehnen und der Vorlage gemäss Antrag der Kommission und Entwurf des Bundesrates zuzustimmen.



van Singer Christian (G, VD): Je serai bref. D'une façon générale, le groupe des Verts reconnaît que des investissements dans le parc immobilier de l'armée sont nécessaires. Il est normal que nos soldats disposent d'équipements

AB 2015 N 1721 / BO 2015 N 1721

corrects et maintenus en bon état. Toutefois, les Verts constatent aussi, qu'année après année, les crédits-cadres ne sont pas entièrement utilisés. Des crédits-cadres trop importants sont une incitation à la dépense, à des dépenses parfois superflues.

Les Verts soutiennent donc la proposition Gysi et vous demandent de réduire de 110 à 100 millions de francs le crédit-cadre proposé cette année.

Le président (Rossini Stéphane, président): Le groupe UDC soutient l'entrée en matière.

Winkler Rudolf (BD, ZH): Die BDP-Fraktion unterstützt die Immobilienbotschaft voll und ganz. Frau Gysi, es ist schön, dass Sie sich vertieft mit der Materie befassen, aber es wäre falsch, immer zu versuchen, mit dem Rechenschieber an den Krediten herumzumanipulieren. Das VBS hat eine grosse Verantwortung und nimmt sie, davon bin ich überzeugt, auch wahr. Es wäre deshalb falsch zu probieren, den Rahmenkredit zu beschneiden und so die Handlungsfähigkeit des VBS in einem gewissen Sinn einzuschränken.

Deshalb bitte ich Sie, der Immobilienbotschaft so zuzustimmen, wie sie vorliegt.

Ich entschuldige mich für meine Heiserkeit, ich habe mich am Sonntag erkältet.

Maurer Ueli, Bundesrat: Die Immobilienbotschaft 2015 umfasst Bauvorhaben mit einem Gesamtkredit von 468 Millionen Franken. Dazu ist festzuhalten, dass Sie uns damit die Möglichkeit geben, diese Bauvorhaben auszulösen. Das heisst, es werden dann rund 150 Bauausschreibungen erfolgen, Offerten werden eingeholt, und die Beträge werden in den nächsten Jahren im Budget eingestellt. Wenn Sie sparen möchten, ist es daher eigentlich nicht zweckmässig zu verhindern, dass wir diese Bauprojekte an die Hand nehmen können. Es ist völlig logisch, dass kaum ein Bauprojekt schon nächstes Jahr im Budget auftaucht, weil es diese Vorbereitung braucht, um ein Projekt überhaupt anzugehen. Sie werden dann die Beträge im Einzelnen in den Budgets 2017 bis etwa 2022 finden.

Wenn wir die einzelnen Vorhaben ansehen, stellen wir fest, dass das grösste Bauvorhaben die Sanierung der Mannschaftskaserne Thun für rund 72 Millionen Franken ist. Die Kaserne ist 150 Jahre alt. Sie wurde vor 150 Jahren gebaut und war einer der repräsentativen Bauten der damals jungen Eidgenossenschaft. Zusammen mit dem Bundeshaus West und der ETH Zürich gehört die Mannschaftskaserne Thun zu den repräsentativen Bauten der jungen Eidgenossenschaft. Die letzte Sanierung erfolgte 1964, also auch bereits vor rund fünfzig Jahren. Es geht darum, die Bausubstanz zu erhalten und insbesondere die sanitären Einrichtungen und die Energieversorgung bzw. den Energieverbrauch auf den neuesten Stand zu bringen. Nach der Renovation dieser Kaserne werden wir rund 60 Prozent der heute verbrauchten Energie einsparen.

Eine weitere Kasernenrenovation erfolgt in Isonne. Das ist auch ein Bekenntnis zum Standort Tessin. Die Kaserne in Isonne, wo wir die Grenadiere ausbilden, wurde 1969/70 gebaut, also auch bereits vor rund fünfzig Jahren. Es erfolgte noch keine Sanierung, und wir bringen nun auch diese Kaserne wieder auf den neuesten Stand. Auch hier werden wir rund 60 Prozent der heutigen Energiekosten einsparen, weil wir auch diese Kaserne energetisch sanieren. Dazu gehört ebenfalls eine Mehrzweckhalle aus dem Jahre 1970, die wir nicht mehr vollumfänglich brauchen können, weil nach dieser Zeit einfach Sanierungen notwendig sind.

Dann haben wir die Sanierung der Flugbetriebsflächen auf dem Flugplatz Emmen, rund 17,6 Millionen Franken. Das sind immer noch Flugverkehrsflächen aus dem Jahr 1949. Auch dort geht es also primär um die Sicherheit des Flugplatzes. Es muss eine Bachunterquerung saniert werden, damit das auch funktionieren kann. In Luzern, in Emmen wird im Übrigen auch die Ruag in den nächsten Jahren rund 50 Millionen Franken investieren. Das ist auch ein Beitrag zum Arbeitsstandort, zum Wirtschaftsstandort rund um Luzern, wo die Ruag und die Armee zu den wichtigen und interessanten Arbeitgebern gehören.

Es geht dann um die Härtung von Netzknoten, darum, unter dem Titel "Cyberdefence", Cyberabwehr, das Führungsnetz dort zu sichern, wo diese Netze zusammenstossen; es geht um eine zweite Etappe der Härtung dieser Netzknoten. Ebenfalls unter dem Titel "Cyberdefence" oder Sicherheit könnte man den Neubau einer Seilbahn zu einer militärischen Radarstation aufführen. Auch hier geht es um die Sicherheit generell und um die Flugsicherheit; davon profitiert auch die zivile Fliegerei. Schliesslich geht es an einem Höhenstandort – diese Standorte sind vertraulich – um die Entflechtung, weil ein ziviler Betreiber aussteigt und wir die Gelegenheit benutzen, um unseren Bereich zusammenzuführen. Auch hier gibt es Einsparungen im Energieverbrauch, und diese beiden Vorhaben betreffend die Radar- bzw. die Höhenstation führen zu Einsparungen



im Personalbereich von rund 2 Millionen Franken.

Das sind die grösseren Vorhaben. Sie sind alle kohärent mit der Weiterentwicklung der Armee. Insgesamt kann man sagen, dass 98 Prozent des Immobilienprogramms Bausanierungen betreffen – also keine Neubauten. Wir bauen nichts mehr neu, sondern bringen die bestehende Infrastruktur in Ordnung.

Es gibt dann noch 228 Millionen Franken für Einzelvorhaben unter 10 Millionen Franken. Das sind kleinere Vorhaben. Das geht von der Sanierung der Wasserfassung im Bereich von Beträgen unter 100 000 Franken bis zu Fragen der Sicherheit und der energetischen Sanierung. Diese Bauvorhaben können nach der Zustimmung ausgelöst werden, es kann eine Bauausschreibung erfolgen, und Offerten können eingeholt werden. Das wird sich, wie schon gesagt, über die nächsten Jahre erstrecken. Es ist also nicht eine Budgetposition, die Sie freigeben, sondern Sie geben uns die Möglichkeit, diese Bauvorhaben an die Hand zu nehmen und im Laufe der nächsten Jahre in die Budgets aufzunehmen.

Schliesslich geht es noch um einen Zusatzkredit für das Armeelogistikcenter Monte Ceneri – auch das ein Bekenntnis zum Standort Tessin. Wir haben eine erste und zweite Etappe ausgelöst. Nach nochmaliger Überarbeitung, auch hervorgerufen durch Bauverzögerungen, bauen wir dort z. B. noch Lehrlingswerkstätten, die nicht vorgesehen waren, damit wir auch im Tessin unsere Lehrlinge ausbilden können. In der aktuellen Botschaft haben wir diesen Zusatzkredit für das Armeelogistikcenter Monte Ceneri ausgewiesen.

Insgesamt bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten und ihr zuzustimmen. Es ist eine sorgfältig abgewogene Vorlage. Sie berücksichtigt die dringenden Renovationen, die wir für den Betrieb der Armee brauchen. Es geht einerseits um Ausbildung, um Unterkünfte der Rekruten, und es geht andererseits um die Sicherheit, die wir insbesondere im Bereich Cyberdefence entsprechend verbessern können, sowie um die Flugsicherheit mit den Höhenstationen.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

L'entrée en matière est décidée sans opposition

Bundesbeschluss über die Immobilien des VBS für das Jahr 2015

Arrêté fédéral sur l'immobilier du DDPS pour l'année 2015

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

AB 2015 N 1722 / BO 2015 N 1722

Art. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Gysi

... wird ein Gesamtkredit von 355,28 Millionen Franken bewilligt.

Schriftliche Begründung

Kürzung um 100 Millionen Franken bei den Rahmenkrediten für Projekte unter 10 Millionen Franken, denn 128,855 Millionen Franken für Rahmenkredite sind ausreichend. Bei den Verpflichtungskrediten für Objekte über 10 Millionen Franken gibt es nach wie vor grosse Verzögerungen, zudem auch nichtbenutzte Kredite. Bei den Rahmenkrediten läuft dies nicht viel anders. Die Detailzahlen zeigen, dass auch bei den Rahmenkrediten viele Ausgaben erst in den Folgejahren getätigt werden und es jährlich nichtbeanspruchte Kredite



gibt. Vom Rahmenkredit 2013 wurden bis Ende 2014 von den 238,8 Millionen erst knapp 26 Millionen ausgegeben, der grosse Rest wird später benutzt. Vom Rahmenkredit 2014 wurde bis Ende 2014 kein einziger Franken ausgegeben. Es ist daher nicht nachvollziehbar, warum jedes Jahr derart grosse Rahmenkredite gesprochen werden, wenn sie dann erst Jahre später oder gar nicht benötigt werden. Kleinere Projekte haben nicht derart lange Planungs- und Ausführungszeiten. Immer wieder ist der Immobilienbereich des VBS in den Schlagzeilen. So wurde mehrfach die schlechte Anwendung des öffentlichen Beschaffungswesens moniert. Jüngstes Kapitel ist der eben erschienene Bericht der Eidgenössischen Finanzkontrolle über das Mietermodell im VBS. Hingewiesen wird darauf, dass keine umfassenden Zahlen über die Belegung der Objekte vorliegen, und auf das fehlende Managementinformationssystem im VBS-Generalsekretariat. Insgesamt genügend Hinweise, dass die Kleinkredite und Projektierungskredite nicht zu gross ausfallen sollten und eine Reduktion der Rahmenkredite mehr als gerechtfertigt ist.

Art. 2*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Gysi

Un crédit d'ensemble de 355,28 millions de francs ...

von Siebenthal Erich (V, BE), für die Kommission: Der Antrag Gysi, den Rahmenkredit für Projekte von unter 10 Millionen Franken um 100 Millionen zu kürzen, wurde in der Kommission nicht diskutiert, weil er nicht vorlag. Die Kommission war sich einig, dass auch diese Projekte notwendig sind. So hat sie den Gesamtkredit einstimmig gutgeheissen.

Fridez Pierre-Alain (S, JU), pour la commission: Comme l'a dit Monsieur von Siebenthal, ce point n'a pas été discuté en commission. Je tiens à préciser que j'avais déposé une proposition similaire il y a une année. A la suite de son rejet par notre conseil, Armasuisse a transmis à la commission des explications plus claires sur le fonctionnement des crédits d'engagement dont il est question à l'article 2 de l'arrêté. Cela m'a personnellement permis de mieux comprendre le système.

Nous votons effectivement sur des crédits d'engagement, mais ces derniers sont utilisés sur plusieurs années. Ainsi, par exemple, environ 950 millions étaient à disposition fin 2014, mais une somme beaucoup moins importante est utilisée chaque année pour réaliser des travaux, à savoir environ 350 millions de francs. C'est donc comme si on avait des projets dans le pipeline, lesquels sont mûris, développés et réalisés sur plusieurs années. Ce fonctionnement, qui n'est peut-être pas bien compris par tout le monde, s'explique assez bien. Ainsi, réduire les crédits d'engagement n'est pas véritablement une solution.

Maurer Ueli, Bundesrat: Auch ich bitte Sie, diesen Antrag abzulehnen. Wenn Sie dem Antrag Gysi zustimmten, dann würde das dazu führen, dass wir in zwei, drei Jahren wieder Kreditreste hätten, weil wir nicht rechtzeitig mit der Planung beginnen könnten. Damit würden Sie überhaupt nichts sparen – ganz im Gegenteil: Aufgeschobener Unterhalt wird nicht billiger, sondern teurer. Wir haben wirklich viele Objekte, die jetzt dringend saniert werden müssen. Mit diesem Rahmenkredit haben wir eben die Möglichkeit, das auch zu planen. Wenn Sie dem Antrag Gysi zustimmten, würden Sie das Gegenteil von dem erreichen, was Sie eigentlich erreichen wollen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 15.022/12486)

Für den Antrag der Kommission ... 129 Stimmen

Für den Antrag Gysi ... 48 Stimmen

(2 Enthaltungen)

*Ausgabenbremse – Frein aux dépenses**Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 15.022/12487)

Für Annahme der Ausgabe ... 177 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(4 Enthaltungen)



*Das qualifizierte Mehr ist erreicht
La majorité qualifiée est acquise*

Art. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 15.022/12488)

Für Annahme der Ausgabe ... 182 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht
La majorité qualifiée est acquise*

Art. 5

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 15.022/12489)

Für Annahme des Entwurfes ... 173 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(9 Enthaltungen)

AB 2015 N 1723 / BO 2015 N 1723